

DEVOIR DE MÉMOIRE ET IMPÉRATIFS SCIENTIFIQUES

Validité politique et profondeur théorique*

(1^{re} partie)

Tarek Alaouache nous a fait parvenir une nouvelle contribution qui permet d'entretenir le débat ouvert entre Mohamed Chafik Mesbah et Lahouari Addi. Soucieux de participer à cette œuvre d'essence d'abord pédagogique, nous publions, volontiers, son texte. Tarek Alaouache est un doctorant en sociologie à l'Université de Perpignan Via Domitia où il prépare une thèse intitulée Mythe et représentations du pouvoir chez les élites algériennes contemporaines sous la direction du Pr Ahmed Ben Naoum.

Il me paraît évident que l'enjeu du débat dépasse de loin la détermination simple du sens à donner à l'œuvre politique de Boussouf et à ses implications historiques. Derrière ces considérations, se révèlent des conceptions qui s'affrontent, à la lisière de la pensée réflexive et du militantisme politique, sur la trajectoire historique de l'Algérie indépendante et des différentes causes qui l'ont conduite à l'impasse politique actuelle. Le discours intellectuel n'ayant pas encore déterminé avec assez d'exactitude ce qui est à penser dans l'Algérie politique d'aujourd'hui, et dans la trame, voire l'engrenage historique, qui nous y a conduits, je voudrais à cet égard marquer ma différence d'avec la tendance à la «scientification» du débat qui marque ses deux perspectives principales. Il n'est pas du tout sûr que le ou les problèmes étudiés ici soient matières à science dans le sens de la production d'une structure ou d'un système unique de propositions dites scientifiques capables d'explicitier les différents déterminismes ayant produit la situation politique que nous tentons de comprendre. La question proprement scientifique du rapport entre causes et effets ne peut être séparée, dans le contexte de l'analyse politique, de la réflexion sur les fins des organisations et des structures à analyser et des moyens d'agir sur elles. Il est par ailleurs sûr que des problématiques radicalement différentes et mutuellement exclusives peuvent avoir, à des niveaux de lecture divergents et à propos d'objets circonscrits différents, une certaine validité alors même qu'elles paraissent contradictoires ou incompatibles.

Le débat tel qu'il a été posé n'est absolument pas neutre à cet égard tant son enjeu semble être strictement politique dans le sens où il semble structurer l'approche du problème traité par des dispositifs particuliers orientés vers des fins non moins particulières. En effet, la domination supputée ou postulée des services de renseignement algériens sur l'appareil d'Etat y a été érigée en principale clef de lecture de l'histoire et de l'évolution politique de notre pays. Ce choix n'est ni neutre, ni «scientifique», dans la mesure où il est fondé sur l'arrêt, sûrement arbitraire et probablement non fortuit, de la chaîne d'explication des réalités à analyser sur une cause spécifique : il n'y a, de fait, pas plus de raison de considérer la domination susmentionnée, si elle venait à se confirmer dans l'étendue que lui donne ce débat, comme cause de la faillite généralisée que comme effet d'une structure sociale et politique. Elle est les deux. Plus important : quoi qu'il en soit, cette cause particulière n'est qu'une partie du système très compliqué de causes qui a produit la situation actuelle. Considérer, en effet, que les services de renseignement sont les producteurs principaux de la crise algérienne est une position qu'il faut étayer et justifier de manière beaucoup plus convaincante que ce qui est montré plus particulièrement par M. Addi.

Par quel mystère cette domination serait plus «responsable» dans la crise algérienne que le choix, quasiment incontesté à l'époque, du socialisme comme modèle de développement, ou le fait qu'au sortir de la guerre de Libération, 80% des Algériens étaient analphabètes... L'argumentaire en présence ne le montre pas, il se contente de marteler ses «vérités»...

Le raisonnement, contestable en tout point, est très simple : si la «faute», dans l'impasse multidimensionnelle de l'Algérie, est au «pouvoir», ce sont les services de renseignement ou le DRS qui en sont les principaux «coupables» puisqu'il le contrôle de part en part. Ce raisonnement fait fi d'une chose fondamentale : la réflexion critique sur les institutions, les structures et les com-

portements sociaux ne s'est jamais confondue avec la mise en accusation morale des protagonistes en lutte dans un champ politique. La pensée réflexive rigoureuse n'a pas pour mission de déterminer les «coupables» d'une situation historique ou d'un contexte social sur la base d'un jugement moral qui fixe a priori ce que devraient être la société et le pouvoir pour ensuite juger ce qu'elle voit, elle a pour but de rendre la complexité et de comprendre l'articulation de ces derniers avec des processus sociaux et politiques plus larges que la simple mise à l'index du pouvoir étatique visible ou établie. L'approche analysée fait œuvre de militantisme politique radical, pas de réflexion distanciée vis-à-vis des enjeux directs de la scène politique. En fait, si le type de pensée réflexive que je préconise ici peut donner lieu à une indignation morale, l'inverse n'est pas possible si l'on veut parallèlement et spécifiquement se réclamer de prétentions à la «vérité» ou au moins à la validité.

C'est cette intrication du moral, de l'idéologique et de l'analyse politique qui obère à la base l'œuvre sociologique et militante de Addi Lahouari. Sa position est sous-tendue par une conception assez simpliste et assez répandue de l'histoire sociale et politique : celle-ci serait directement le produit de structures et d'institutions étatiques. Conséquemment, il focalise son regard sur la structure du pouvoir qu'il croit deviner dans les modes de gouvernance passés et actuels de l'Algérie. On aura compris que ce type de problématiques impose une sortie de la réflexion critique, que l'intention des discours en lutte veut «scientifique», pour le débat proprement politique, n'ayant ni le recul historique nécessaire, ni l'autorité obligatoire de la preuve. Le système de précautions méthodologiques qui s'impose dans une réflexion rigoureuse nourrissant de telles ambitions est bafoué par un argumentaire fondé, jusqu'à preuve du contraire, sur des sources invérifiables et sur ces vérités que «chacun sait et que personne ne peut prouver» — il a visiblement pour but de servir comme machine de guerre contre le «pouvoir». Les détails historiques sélectionnés sont organisés dans un système discursif qui a pour effet de fétichiser ce dernier, en s'appuyant sur l'apparente opacité des processus de décision qui le caractérisent, dans des proportions que M. Addi ne justifie nullement par des arguments ou une réflexion intellectuellement convaincants. A le suivre, le système politique de notre pays serait un paravent pour les services de renseignement et pour leur avatar actuel en l'espèce du DRS. Même le président Bouteflika n'y coupe pas : il serait une «marionnette». C'est ce service qui contrôle tout et qui décide de tout dans notre modèle politique. Ce sont ces services qui ont toujours tout contrôlé dans le régime. Ils sont donc responsables et coupables de la déliquescence avancée de notre pays. L'histoire nationale de ces cinquante dernières années serait le produit d'un ou de plusieurs complots dirigés par une caste irrémédiablement corrompue de militaires.

Que cela soit d'abord clair : il n'est pas dans mon intention de nier a priori l'implication des services de renseignement dans la conduite et la gestion de la vie politique, ni de prémunir le gouvernement ou les processus de décision occultes ou visibles d'une nécessaire critique, j'estime simplement salutaire la tentative d'en identifier la nature, l'étendue et les limites dans des conditions qui permettent leur appréhension lucide loin des positions militantes, des réductions simplistes et des affirmations sans fondement autre que la rumeur, et, avant tout, loin des procès d'intention moraux. La thèse en présence, telle qu'elle est formulée, ne peut ni prouver sa validité politique, ni

revendiquer sa profondeur théorique, car malgré l'intérêt politique de la démonstration et le magistère de son auteur, les raccourcis intellectuels et méthodologiques du système argumentatif déployé au cours du débat sont patents : M. Addi semble en effet porter l'hypertrophie du concept de domination, cher à M. Weber, dans des limites et dans un domaine théorique que ce dernier n'avait ni imaginé, ni abordé. Je crois même que le plus grand des machtpolitiker allemands n'aurait jamais endossé l'utilisation du concept et ce qu'il recouvre dans cette acception-là. Les acteurs n'agissent pas et ne construisent pas le système, c'est-ce dernier qui agit à travers eux. L'individu, officier supérieur du DRS, homme politique, fonctionnaire, ou simple «citoyen», est «écrasé» par les rouages de l'organisation qui le subsume. Je suis même très étonné de voir un intellectuel averti comme M. Addi se référer à un penseur comme M. Crozier dans une telle construction théorique. Ce dernier, dans *L'acteur et le système*, se positionnait explicitement contre la sociologie et la philosophie de la domination telles que P. Bourdieu, M. Foucault et les marxistes la pratiquaient dans les années 60 et après. Il pensait que l'acteur, même dans les régimes les plus totalitaires et les organisations les plus rationalisées, gardait une marge de manœuvre qui finissait toujours par perturber le fonctionnement prévu et planifié du système. Ce qu'il voulait dire en rapportant l'acteur à l'organisation sociale et politique est simple : les phénomènes sociaux ne sont ni des additions ni des oppositions de subjectivités, les conséquences et les conditions de possibilités des comportements individuels dépassant de loin l'entendement et la conscience individuels. Pour lui, cependant, cela ne voulait pas dire que l'individu y était écrasé, il gardait fondamentalement sa «liberté», le problème étant essentiellement une question de niveau de lecture. Ces considérations n'engagent, bien sûr, que leur auteur, mais il me semble nécessaire de les rappeler tant les concepts sont déformés pour les besoins de la démonstration. Quoi qu'il en soit, la perspective sociologique de M. Crozier implique une constatation fondamentale : le sens et le fonctionnement d'une organisation ou d'un système ne recouvre pas le sens ou la volonté des individus qui les font et vice-versa.

Même s'il gagnerait à être modéré, le raisonnement de M. Addi n'est cependant pas totalement infondé, il se trompe simplement d'objet et d'échelle : il postule que l'unique ou la principale structure de pouvoir dans notre pays et dans notre société se loge dans les arcanes secrètes des services de renseignement et il ne tient à focaliser son regard et le nôtre que sur cet élément. Ainsi, le jugement moral qu'il porte sur les militaires algériens est noyé sous le vocable de «système». Il jure ses grands dieux que les mécanismes politiques de domination se mettent en place à l'insu des sujets qui les portent, et peuvent s'accommoder de personnes moralement irréprochables, mais il ne se prive pas moins de les incriminer comme acteurs et promoteurs d'un système mafieux qui n'a en vue que la sauvegarde de son propre pouvoir. La méthode est très fine : le sociologue écrase l'individu dans l'organisation puis finit par incriminer cette dernière. La suite du raisonnement est assez facile à faire pour le lecteur, même si l'éminent sociologue ne le fera pas à notre place. En cela, il commet exactement ce qu'il reproche à M. Mesbah, sauf, qu'au lieu de «compar-tir», il incrimine sur la base d'un certain nombre de convictions individuelles profondes. Le fait d'opposer une certaine conception de la morale à l'immoralité ou l'amoralité du régime montre parfaitement en quoi la distinction de l'acteur et du système devient, en dernière analyse, superflue et purement rhétorique. Comment, en effet, dépersonnaliser le débat quand la trame en est une morale ? La réponse est simple : ce n'est pas possible. La morale est l'une des principales grilles de lecture de l'individu dans la société. Cela explique son intrication profonde avec la notion de «conscience».

On aura compris le fond du problème : une moralité et un projet politique particuliers qui veulent se couvrir du voile de la science et de la vérité grâce et pour la lecture orientée d'une situation politique. La posture du moraliste présuppose deux jugements fondamentaux : 1- il pense sa morale comme la seule possible ou la meilleure envisageable ; 2- il croit qu'elle organise effectivement la société ; et à défaut, il pense qu'elle devrait nécessairement le faire. Cette description rend assez bien le genre de pensée sociologique et politique pratiqué par M. Addi. Le réductionnisme moral qui la structure de part en part tente d'imposer un système de valeurs particulier, celui de la morale humaniste, comme analyseur universel des formes forcément contingentes d'organisation politique et sociale de notre monde. Il oublie que la morale n'a jamais été qu'une petite partie des dispositifs qui règlent les systèmes d'action en société. Ceci est vrai à telle enseigne que des moralistes radicaux comme Jürgen Habermas ont en parfaitement conscience. Chez ce dernier, les concepts d'espace public et de monde vécu ont été stratégiquement conçus pour contrer l'immoralité ou l'amoralité du système de la société. Je refuse par conséquent d'ériger des systèmes moraux en critère d'analyse d'une organisation sociale ou d'une stratégie politique. Car si, dans la vie quotidienne, les actes d'un individu peuvent relever du jugement moral, la chose doit être prise avec beaucoup de méfiance et de circonspection concernant l'approche théorique des problèmes de la société et du politique. Qu'on se comprenne bien : les phénomènes sociaux molaires ont beau justifier d'une lecture morale par le sujet pensant, ils ne sont néanmoins pas déterminés par elle. La moralité invoquée pour justifier et légitimer des organisations, des systèmes ou des conceptions politiques ne peut-être pré-munie d'une analyse critique.

A l'évidente fragilité de son raisonnement semi-transcendental, le moraliste joue la carte de la faillibilité morale des hommes, et face à cette imperfection morale, il joue la carte du «droit». Et le cercle ne s'arrête pas là : face aux dérives et aux insuffisances du «droit», le moraliste invoque l'imperfection du monde et des intentions morales qui le conduisent. Dans ce genre de conceptions, la loi est censée mettre le ou les systèmes de valeurs au centre de l'organisation sociale, elle vise à déterminer leur devenir historique. C'est l'origine du prisme étatique à l'œuvre dans le discours moral et politique étudié. Il mobilise une technologie gouvernementale, dont les conditions de possibilité et les conséquences concrètes sont loin de ressortir à la simple conscience morale, dans une lecture apologétique des processus historiques qui ont construit le monde «moderne» et les formalisations idéologiques qui les légitiment. Je ne nie pas que le droit soit une garantie relative de sécurité pour les individus qu'il constitue en «citoyen». Cela à la simple condition qu'il soit pris pour ce qu'il est : c'est-à-dire une garantie de sécurité fondée sur le monopole de la violence légitime, et une manière parmi d'autres d'organiser l'action en société, mais certainement pas l'épiphanie ou la parousie du bien universel dans le monde. L'effet et la fonction du droit ne se confondent pas avec les intentions morales qui ont pu le produire en surface. C'est la critique principale que le moralisme kantien a subie du point de vue de la sociologie et il semble malheureusement nécessaire de la réactiver pour notre compte. Le discours qui actuellement s'en réclame légitime un certain type de rapport de pouvoir au nom d'une universalisation utopique des intérêts moraux visant la réduction, même imparfaite, de la violence illégitime. C'est une entreprise moralement louable, mais elle produit une assez mauvaise sociologie politique pour la simple raison qu'elle en ignore ou justifie les conséquences politiques concrètes : le quadrillage intégral de la société par l'organisation politique. Le fait de la domination disparaît parce qu'il est légitimé par une morale.

Avant de poursuivre, il faudrait préciser une chose d'importance : la

réflexion sur le concept et la réalité du pouvoir est sûrement lacunaire en Algérie, et il me semble que les présupposés théoriques du débat tel qu'il a été posé n'améliorent pas grandement la situation. Il importe en effet de comprendre quelque chose de fondamental : le «pouvoir», ce nœud gordien et néanmoins point noir de la philosophie politique telle qu'elle s'est développée en Occident, n'est ni une chose, ni une propriété ni une caractéristique qu'un individu ou un groupe d'individus s'approprieraient aux dépens du reste de la société. Le «pouvoir», si cette notion peut correspondre à quelque chose de réel, ce dont personnellement je doute, est l'effet surimposé d'un rapport et d'une relation politique dégagés dans et par l'analyse pour comprendre l'organisation politique, les systèmes d'action et les formes de la socialité qui structurent un groupe humain. Ce que le concept tente de désigner ne s'exerce que dans la relation et le lien social, et celui-ci n'est jamais un pur rapport d'imposition ou de force. Plus grave : toute réflexion sur le pouvoir relève elle-même d'une stratégie politique qui organise un certain nombre de moyens réflexifs pour réaliser des objectifs non seulement intellectuels mais également sociaux et politiques. Il faut donc en finir avec ce fétichisme qui pose péremptoirement et naïvement des concepts mi-intellectuels mi-populaires censés produire des «vérités» qui dissimulent leur caractère proprement politique par des prétentions malvenues à la scientificité. Il est en conséquence plus qu'urgent d'étendre et d'orienter l'analyse critique des formes et des structures du pouvoir dans notre société à la grille de lecture servant aux élites intellectuelles pour déchiffrer la situation politique, économique et sociale que vit notre pays. On aura remarqué que mon discours ne se revendique d'aucune science, mais d'une analyse critique de la réalité et des discours qui en rendent compte.

Tout le développement précédent vise un but simple : il faut absolument sortir du jugement moralisateur de culpabilisation/inculpation du «pouvoir» propre aux conceptions morales et politiques généralement défendues en Algérie et il faut corrélativement et nécessairement soumettre à l'analyse et à la critique le discours de victimisation de la société tenue par de larges pans de «l'opinion publique» et des élites intellectuelles, sachant que les deux tendances (victimisation/culpabilisation) sont les deux faces d'une même médaille.

Une appréhension lucide des réalités politiques et sociologiques de notre pays exigerait en effet une analyse équilibrée des stratégies de pouvoir à l'œuvre dans son champ politique au sens large : car si le système de sélection et de cooptation des élites politiques doit être analysé pour autant que le chercheur puisse disposer d'une information vérifiable, le mode de fonctionnement et les politiques que ces élites mènent ne sont ni assimilables ni réductibles à ce système de sélection. Mieux : les programmes d'action gouvernementaux et les discours qu'ils occasionnent sont, jusqu'à preuve du contraire, l'un des rares objets politiques analysables dans le cadre somme toute strict d'une analyse rigoureuse et intellectuellement fondée des modes de gouvernance et de «pratique du pouvoir» dans notre pays. Il serait d'ailleurs salutaire que l'on comprenne une fois pour toutes qu'une société, des gouvernés ou même des gouvernants ne sont ni des caisses enregistreuses, ni une matière inanimée manipulable à merci. Dans un pays où l'Etat est loin, très loin, de recouvrir la société, l'attitude d'une population face au gouvernement est une stratégie de pouvoir tout aussi fondamentale que la nature d'un système politique ou les types de gouvernance qu'il pratique. Les uns sont tout aussi déterminés par l'autre que le contraire, les rapports politiques ne se limitant pas à la gouvernance.

(A suivre)

T. A., doctorant en sociologie
Université de Perpignan Via Domitia

* Le titre est de la rédaction